

Clément DE BOUTET-M'BAMBA

CABINET

COMMUNIQUE DE PRESSE n° 01

Le 24 mars 2013, la coalition SELEKA au terme d'une campagne militaire durant laquelle chaque parcelle conquise du territoire centrafricain fut méticuleusement détruite, est entrée dans Bangui avec son cortège de désolation.

Cinq mois plus tard, le bilan matériel et humain est incalculable. Chaque fois que le ciel s'éclaircit, une nouvelle tragédie vient l'assombrir. Nous voudrions ici nous incliner devant la mémoire des milliers de personnes décédées par armes, famine, malnutrition, maladie à Bangui et dans le reste du pays sans oublier ceux qui errent ici et là dans les camps de réfugiés ou à la merci de la pluie, du vent et du soleil.

Pour célébrer le 5^{ème} mois de sa prise de pouvoir, après l'holocauste de Boyrabe, la Seleka a investi depuis 48 heures le quartier Boeing provoquant le déplacement d'une majorité de ses résidents sur le site de l'aéroport International Bangui Mpoke, seule parcelle de la RCA où la Seleka n'a pu dicter sa loi car sous protection française.

Cette nouvelle crise qui fait craindre, après Boyrabe, des atteintes aux droits de l'homme et la violation des patrimoines privés appelle de notre part une condamnation totale.

Rien, en effet, ne peut excuser ces crimes qui sous d'autres cieux auraient déjà donné lieu à une action au niveau de la justice locale ou internationale. Chaque jour qui passe, à Bangui et dans le reste du pays, un Centrafricain se fait rançonner, un autre se fait violer, tandis qu'un autre est exécuté. Au-delà du leitmotiv des « éléments incontrôlés », la persistance de cette crise pose le problème de la continuité de la transition. Autrement dit, est posée la question de la responsabilité politique et pénale du Chef de l'État de Transition, du 1^{er} Ministre, du Président du CNT, des membres du gouvernement ainsi que ceux du Conseil National de Transition.

Nous exigeons :

- La « DESELEKALISATION » immédiate de Bangui et de tous les Centres urbains de Centrafrique ;
- Le cantonnement volontaire ou obligatoire des Séléka originels et des auto-incorporés ;
- Le regroupement des agents de la Police, Gendarmerie, Douane, Garde-forestier suivi de la mise en place des brigades mixtes avec la composante policière de la FOMAC(MISCA) et leur déploiement sur l'ensemble du territoire national ainsi que dans les huit arrondissements de Bangui ;
- Le lancement immédiat du processus DDR et la Reforme du Secteur de Sécurité coordonné par les Nations-Unies qui doit aboutir à la mise en place des nouvelles Forces Armées Centrafricaines ;
- L'annulation immédiate des promotions militaires décrétées entre le 24 mars et le 18 août 2013 ;

- Le retrait sans condition de la composante Tchadienne de la FOMAC(MISCA) et son remplacement par des troupes de pays non belligérants dans la crise centrafricaine tels que le Kenya, l'Éthiopie, l'Ouganda et l'Angola ;
- La mise en place d'une Cour Pénale Spéciale ouverte à l'Union Africaine, l'Union Européenne et la Cour Pénale Internationale pour instruire les dossiers des atteintes aux droits de l'homme depuis le 10 décembre 2012 à ce jour.

Afin de restaurer la République et de sauver l'essentiel à savoir le Centrafricain, nous demandons :

A la CEEAC et à l'UA de constater les limites des responsables de la Transition et de diligenter la diplomatie nécessaire afin de sauver le Centrafrique et de porter assistance aux Centrafricains.

A la Communauté Internationale qui se réunira à partir du 17 septembre 2013 à New York pour la 68^{ème} session Annuelle de l'assemblée Générale des Nations-Unies de se servir du rapport du Secrétaire Général du 05 août 2013 afin d'aider la République Centrafricaine à renaître de ses cendres et mettre un terme à la souffrance des cinq millions de Centrafricains, otages dans leur propre pays.

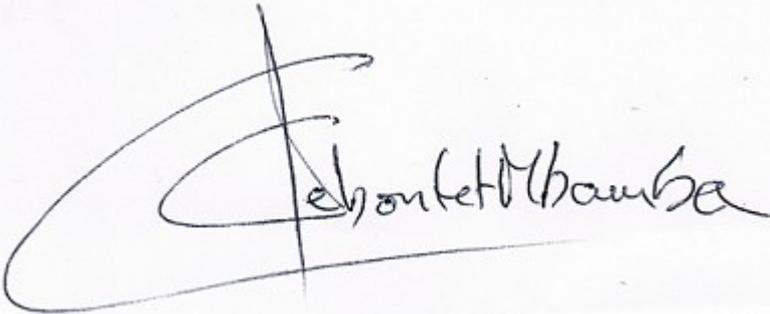
A la France d'aider la RCA et les Centrafricains à sauver le pays et les vies comme au Mali. Au Rwanda vous y étiez et à tort ou à raison on vous accuse d'avoir laissé le génocide se produire. Présente en République Centrafricaine, vous ne pouvez pas dire que vous ne savez pas. Aidez-nous à nous sauver !

A mes Frères et Sœurs du Rassemblement Démocratique Centrafricain, au stade actuel, sans rectificatif majeur, la question de notre présence dans les institutions de cette transition doit être posée car c'est pour restaurer la République et protéger le Centrafricain que nous y sommes, c'est cela le SO ZO LA. Or, avec ces tragédies quasi quotidiennes, nous accompagnons plutôt le pays et le peuple vers la liquidation totale.

Au peuple de Centrafrique que l'audace de résister et de vivre soit l'unique motivation. A toi, responsables de Boeing, Boulata que les autorités transitoires recevront ce jour, l'unique exigence est la PAIX, là, maintenant. Elle ne saurait faire l'objet de marchandage. Refuses donc les enveloppes de CFA qui seront distribuées et demandes aux autres qui ont reçu de les restituer car ton sang et ta paix ne sont pas des valeurs marchandes.

À toi, fils et fille de Boeing, Cattin, Ouango, Boyrabe, Bangui, Bimbo et de toute la République revient la mission d'opposer aux canons et à la barbarie, ta soif de liberté, de démocratie, de laïcité et de vie. Que Bangui-Mpoko, la Place de la République, le Monument des Martyrs et toutes les places de nos villes et villages deviennent nos Tahrir Square car notre sang versé et les souffrances subies crient à la liberté pour briser la misère et la Tyrannie.

Bucarest, 29 août 2013



Clément DE BOUTET-M'BAMBA